

placer des capitaux considérables dans ce domaine. La politique adoptée par le gouvernement est donc inflationniste dans la mesure où elle se répercute sur l'habitation, et les demandes d'augmentation de salaires des travailleurs en sont le reflet.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Nous sommes en juin et les chiffres pour les cinq premiers mois de l'année nous donnent une idée des résultats désastreux de la politique d'habitation du gouvernement. Voici ce que le Conseil économique du Canada a dit dans son sixième exposé annuel publié en septembre dernier; la citation est plutôt longue, mais je crois qu'elle dépeint la situation à merveille:

Étant donné la forte augmentation du patrimoine résidentiel dont il y a lieu de prévoir la nécessité d'ici 1975, par suite de l'accroissement rapide du nombre des ménages, il sera indispensable de maintenir un fort volume de construction d'habitations et d'éviter tout ralentissement grave du genre de celui de 1966. En fait, la construction d'un nombre très considérable de nouveaux logements va s'imposer au cours de la prochaine ou des deux prochaines années, afin de remédier à la rareté relative de logements vacants qui existe actuellement dans les principales villes du pays. Il s'agit là d'une condition absolument nécessaire au ralentissement de la montée rapide des coûts de l'habitation qui se poursuit depuis quelque temps. Dans ces circonstances, il est indispensable, surtout étant donné la présente situation financière, de surveiller étroitement tous les mois le comportement du taux annuel désaisonnalisé des mises en chantier. Si une baisse sensible de ce taux devient nettement évidente, il faudra aviser rapidement aux mesures correctives à prendre. La situation actuelle est telle qu'une grave crise du logement peut se produire dans un très bref délai.

C'est ce que le Conseil économique du Canada disait l'automne dernier, et je crois qu'il n'est pas injuste de prétendre que le gouvernement semble n'avoir tenu aucun compte de cet avertissement. Néanmoins, ce gouvernement qui se targue de son efficacité dit que tout se passe comme il l'a prévu. Il a commis des maladroites en dépit d'avertissements venant de très hautes sphères. Je n'aime pas le dire, mais je crois que c'est vrai. La seule explication que je peux donner—mais je ne crois pas qu'elle s'applique au ministre en cause aujourd'hui—est que le gouvernement est tellement déterminé à s'attaquer au salariat qu'il a négligé de prendre au sérieux la crise qui sévit dans le domaine de l'habitation.

J'ai préconisé des lignes directrices équitables pour le Canada depuis deux ans. Une

proportion de 6 p. 100 n'est pas équitable lorsqu'une hausse de 10 p. 100 est accordée à d'autres. Mais le gouvernement insiste sur une limite de 6 p. 100. Nous avons besoin d'une politique des revenus, mais les députés d'en face, par leur comportement, ont rendu très difficile la tâche de faire accepter cette politique aux Canadiens.

Une mesure des plus impérieuses devrait faire partie d'un programme anti-inflation: une offensive sérieuse contre la misère humaine qui a résulté de la baisse catastrophique des logements que l'on a constatée cette année. S'il fallait des mesures ingénieuses en 1969, aujourd'hui, elles doivent être en même temps audacieuses. La question est urgente parce que le gouvernement a laissé se produire ce que le Conseil économique avait recommandé d'éviter à tout prix.

Le ministre devrait enfin nous dire quels sont ses projets pour offrir plus d'argent aux fins d'habitations moins chères—si le gouvernement entend réviser le niveau des prêts de la SCHL et les rendre plus accessibles, ce qu'il fera pour mettre fin à sa politique tour à tour généreuse ou mesquine en ce qui concerne les fonds offerts pour la construction domiciliaire—une politique toujours désastreuse pour les mises en chantier mais qui a un autre effet destructeur en affaiblissant la capacité de l'industrie de répondre de façon satisfaisante. Je voudrais qu'il nous dise ce que le gouvernement a l'intention de faire au sujet de la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction, ce qu'il fera pour éliminer les conséquences inquiétantes qu'ont eues jusqu'ici les propositions du Livre blanc relatives à la propriété foncière. Je lance cet appel au ministre pour qu'il réponde à ces questions. Je ne lui demande pas d'expliquer ce qui s'est passé. Je le sais. Le gouvernement s'est fourvoyé. Il a laissé les mises en chantier baisser jusqu'à un point désastreux. C'est là le résultat direct des politiques du gouvernement. Le gouvernement doit en prendre toute la responsabilité.

• (2.20 p.m.)

L'opposition a fait certaines suggestions. On devrait affecter plus de fonds à l'habitation et le coût de l'argent devrait être réduit. Que le gouvernement diminue le coût des matériaux de construction en supprimant la taxe de vente. Le problème du logement ne peut pas être réglé du jour au lendemain, mais, cet après-midi, je m'attache particulièrement au fait que la crise du logement au pays est